



**PRÉFET  
DE LA LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grûner  
Allée C  
42000 St Etienne

St Etienne, le 04/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **FEDERAL-MOGUL IGNITION PRODUCTS SAS**

Rue Joanny Desage  
42140 Chazelles-sur-Lyon

Références : UID4243-EAR-25-250  
Code AIOT : 0006103318

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2025 dans l'établissement FEDERAL-MOGUL IGNITION PRODUCTS SAS implanté 1 RUE JOANNY DESAGE 42140 CHAZELLES-SUR-LYON. L'inspection a été annoncée le 23/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été organisée à l'initiative de l'exploitant dans le but de présenter les actions engagées et les difficultés rencontrées pour améliorer la qualité des effluents aqueux résiduels.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FEDERAL-MOGUL IGNITION PRODUCTS SAS
- 1 RUE JOANNY DESAGE 42140 CHAZELLES-SUR-LYON
- Code AIOT : 0006103318
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La site de Chazelles sur Lyon de la société Federal Mogul Ignition Products est spécialisé dans la production de bougies d'allumage.

Dans le cadre de sa production, le site est équipé d'une ligne de traitement de surface permettant un revêtement de nickel.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Suivi arrêté préfectoral de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 29/05/2024, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	Suivi inspection 29 mars 2024	Autre du 02/05/2024	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a principalement permis de mettre en évidence que l'exploitant réalise des actions pour améliorer la qualité des rejets, mais ces derniers restent non-conformes aux valeurs limites d'émission prescrites.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Suivi arrêté préfectoral de mise en demeure**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 29/05/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets en nickel et azote global
<b>Prescription contrôlée :</b> La société Federal Mogul Ignition Products est mise en demeure, pour son installation rue Joanny Desage 42140 Chazelles-sur-Lyon, de respecter les valeurs limites d'émission fixées par l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 mai 2019 pour les paramètres nickel et azote global. Pour ce faire, l'exploitant adressera à l'inspection un plan d'actions avant le 30 juin 2024. Ce plan sera accompagné d'un échéancier, il visera un objectif de mise en conformité des rejets au 31 décembre 2025. Les délais indispensables à chacune des principales étapes identifiées seront argumentées. Ce plan pourra être progressivement mis à jour pour tenir compte des résultats obtenus à l'issue de chaque action, y compris les résultats de l'étude milieu (cas du nickel).
<b>Constats :</b>  Pour mémoire, par courrier daté du 27 juin 2024, l'exploitant a transmis un premier plan d'action listant les actions à conduire pour viser la mise en conformité des rejets dont : <ul style="list-style-type: none"><li>essai de filtration sur fibres,</li></ul>

- utilisation de la cuve 24 en rinçage Eco,
- étude milieu.

En cas d'efficacité insuffisante, l'exploitant indiquait envisager les pistes de travail suivantes :

- amélioration de l'homogénéisation des effluents en entrée de STEP,
- examen du remplacement de l'acide sulfamique par de l'acide sulfurique.

La visite, objet du présent rapport, a permis de faire un point sur les actions engagées :

#### **Cas de l'azote :**

L'exploitant a confirmé avoir mené une recherche de la source d'azote au niveau de la ligne de traitement de surface : il provient du rinçage Eco associé à la cuve de nickelage.

L'azote est présent sous la forme azote kjeldhal, il provient de l'acide sulfamique utilisée pour "monter" le bain de nickelage.

L'exploitant a alors mené des actions pour réduire les entraînements d'azote vers la station d'épuration à compter de juillet 2024 :

- ajout d'un deuxième rinçage Eco avant et après nickelage,
- utilisation des effluents contenus dans les bains de rinçages pour compenser les pertes du bain de nickelage (pertes par entraînement et par évaporation, bain chauffé) :
  - mise à niveau du bain de Ni à partir du rinçage Eco n°24 (la concentration de ce rinçage se stabilise à environ 40-50% de la concentration du bain de Ni),
  - mise à niveau du rinçage Eco n°24 par le rinçage Eco n°23 (la concentration de ce rinçage se stabilise à environ la moitié du rinçage Eco n°24),
  - mise à niveau du rinçage Eco n°23 par la première cuve du rinçage cascade 21-22.

Les premiers essais ont été très concluants et ont permis une diminution des entraînements d'azote vers la STEP. En juin, septembre et décembre 2024, la concentration mesurée au niveau du rejet final était respectivement de 31,7 mg/L, 7,9 mg/L et 26,7 mg/L (VLE = 50 mg/L).

Mais, la mise à niveau du bain de Ni par les rinçages Eco a eu pour effet de "trop recharger" le bain. Un phénomène de cristallisation s'est produit dans le bain, des canalisations se sont colmatées et des pompes ont cassé.

Les pistes de travail à venir pour résoudre ce problème de saturation du bain de Ni sont :

- diminution de la quantité de paniers de billes de Ni dans le bain (en lien avec le constructeur de la ligne),
- régénération du bain de Ni.

Une réunion de travail était programmée en juin 2025, des premiers essais pourraient avoir lieu en juillet ou septembre 2025.

Dans l'attente de mise en place de nouvelles solutions, les rinçages Eco sont toujours utilisés pour leur fonction de rinçage mais ne sont plus utilisés pour la mise à niveau du bain. Selon les déclarations de l'exploitant, des dépassements en concentration en azote sont à nouveau constatés au niveau du rejet final.

L'exploitant a indiqué avoir abandonné la piste de substitution de l'acide sulfamique par l'acide sulfurique pour des raisons de qualité des pièces traitées.

#### **Cas du nickel :**

Comme précisé dans l'étude technico-économique et déjà présenté lors de précédentes inspections, l'exploitant a confirmé avoir monté progressivement le pH de précipitation des effluents pour le caler à 10,8.

Le recyclage des effluents traités pour alimenter le rinçage après dégraissage est toujours opérationnel.

La filtration finale des effluents sur fibre a été testée : elle ne fonctionne pas. Les fibres seaturent en moins de 24h par des MEST/boues et ne sont plus en capacité de capter le nickel. Le fournisseur de cette technique veut conduire un dernier essai sur site pour empêcher ce colmatage. Mais l'exploitant reste pessimiste.

Il indique envisager une technique de finition plus "traditionnelle" de type résine échangeuse d'ions.

Les résultats d'autosurveillance saisis sur Gidaf montrent, pour la période juillet 2024 - février 2025, pour le paramètre Ni :

- une tendance à l'amélioration : aucun dépassement de la valeur limite d'émission en concentration (0.7 mg/L) depuis début novembre 2024,
- l'absence de dépassement de la valeur limite d'émission du flux maximal journalier fixée à 18g/j,
- un dépassement chaque mois de la valeur limite d'émission du flux moyen mensuel fixée à 2 g/j (sur la période observée : 3,6 g/j < flux moyen mensuel < 6,8 g/j).
- 

L'exploitant a indiqué ne pas avoir travaillé la piste d'amélioration de l'homogénéisation des effluents en entrée de STEP, évoquée dans le plan d'action transmis le 27 juin 2024.

#### **Étude milieu :**

L'exploitant a mené une étude milieu sur le cours d'eau considéré comme le milieu récepteur : l'Anzieux. Cette étude a porté sur les paramètres Cu, Ni et Zn. 4 campagnes d'analyses ont été menées de juillet 2024 à février 2025, en plusieurs points depuis l'amont du rejet de Federal Mogul jusqu'à l'embouchure avec la Coise.

Les premiers éléments ont été présentés au cours de la visite. Ils montrent notamment :

- un dépassement de la NQE du Ni uniquement en deux points de prélèvement au cours de la campagne de septembre 2024, en aval du rejet de Federal Mogul,
- des dépassements de la NQE en Cu sur tous les points de prélèvements au cours des 4 campagnes d'analyses, aussi bien en amont qu'en aval du rejet de Federal Mogul,
- des dépassements de la NQE en Zn sur un ou plusieurs points au cours des 4 campagnes d'analyses, principalement en aval du rejet de Federal Mogul.

Les premiers tableaux présentés montrent que la station d'épuration communale de la commune de Chazelles-sur-Lyon se rejette dans l'Anzieux, en aval du rejet de Federal Mogul.

L'exploitant a également précisé que les effluents de la ligne de traitement de surface, après épuration interne, transitent par un bassin d'orage/rétention avant rejet. Ce bassin, d'un volume de 835 m<sup>3</sup> selon l'arrêté préfectoral complémentaire de 2019, pourrait avoir un effet de décantation (la chaux étant utilisée dans le process épuratoire, une partie encore dissoute en sortie de la STEP interne pourrait encore réagir avec les effluents lors de leur séjour dans le bassin d'orage et provoquer une décantation complémentaire). Au cours de la visite, l'exploitant a indiqué procéder périodiquement à des curages de ce bassin.

Pour le cas de Cu et Zn, l'exploitant a rappelé que ces composés ne sont pas mis en œuvre au niveau de la ligne de traitement de surface. Seuls des éléments en Cu sont présents au niveau des bains pour assurer des contacts électriques et la conduction du courant.

A l'issue de la visite, l'étude milieu a été transmise par courrier électronique à l'inspection le 3 juillet 2025. À la date de rédaction du présent rapport, elle n'a pas encore été analysée par l'inspection.

**Autre remarque :**

Les résultats saisis sur Gidaf pour la période juillet 2024 - février 2025 montrent des dépassements ponctuels de la valeur limite d'émission en concentration pour Cu sur la période novembre - décembre 2024 (concentration maximale mesurée = 0,047 mg/L, VLE = 0,02 mg/L). L'exploitant n'a pas été en capacité d'apporter une explication à ces valeurs, considérant l'absence d'utilisation de cuivre dans le process (cf ci-dessus). Sur janvier - février 2025, aucun dépassement n'est observé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Non-conformité :** Les résultats d'autosurveillance montrent toujours des dépassements des valeurs limites d'émission pour les paramètres Ni et NGL.

Sous un délai de 3 mois, l'exploitant adressera à l'inspection :

- une mise à jour de la première version du plan d'action établi le 27 juin 2024. Elle présentera le bilan des actions menées et les nouvelles actions à retenir pour viser un objectif de mise en conformité des rejets au 31 décembre 2025 (cf article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 mai 2024),
- des éléments visant à quantifier les effets du bassin d'orage/rétention sur la qualité des rejets (est-ce qu'une décantation se produit au niveau de ce bassin ?).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Suivi inspection 29 mars 2024**

**Référence réglementaire :** Autre du 02/05/2024

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets aqueux, rétentions, suivi des TAR

**Prescription contrôlée :**

Suites données aux constats relevés lors de l'inspection du 29 mars 2024

**Constats :**

L'inspection réalisée le 28 mars 2024 a fait l'objet d'un rapport adressé à l'exploitant le 2 mai 2024. Cette visite avait mis en évidence plusieurs non-conformités et observations :

- cas non-conformités relatives au non-respect des valeurs limites d'émission des rejets aqueux et ayant conduit à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 mai 2024 : un plan d'action a depuis été transmis à l'inspection et la visite objet du présent rapport a permis de faire un état d'avancement des actions engagées,
- cas de la non-conformité relative à la rétention du stockage de produit lessiviel et ayant conduit à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 mai 2024 : la mise en conformité a été réalisée et constatée lors de l'inspection du 4 octobre 2024,
- cas des autres non-conformités et observations (en lien avec le tetrachloroéthylène, les rétentions, le suivi et l'entretien de la tour aéro-réfrigérante) : aucun élément de réponse n'a été adressé à l'inspection. Les échéances fixées dans le rapport d'inspection sont toutes échues. Le changement de responsable HSE au sein de l'entreprise a été une possible source d'un manque de suivi de certains points. La visite, objet du présent rapport, n'a pas permis d'examiner la situation de chacune de ces non-conformités et observations.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Non-conformité :** L'exploitant n'a pas fourni, dans les délais impartis, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions nécessaires pour lever l'ensemble des non-conformités et observations relevées dans le rapport faisant suite à l'inspection du 29 mars 2024. Considérant le changement de responsable HSE au sein de l'entreprise, l'inspection tolère qu'un délai de 3 mois supplémentaires soit accordé pour apporter des réponses exhaustives. Passé ce délai, il pourra être proposé à monsieur le préfet de la Loire de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement (mise en demeure).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois